

Bonjour à tous,

Je vous renouvelle mes vœux pour 2021, en vous remerciant une fois encore pour la qualité de l'information qui a été donnée aux Français en 2020 malgré des conditions sanitaires et des conditions de travail particulièrement difficiles, dont témoignent d'ailleurs ces vœux à la presse, puisque je préférerais de loin vous avoir en face de moi plutôt qu'un pseudo-écran de cinéma.

1) Je voudrais d'abord vous faire part de certaines remarques sur 2020, puis vous dire comment je vois l'année 2021, avant de répondre à toutes vos questions.

2020 est une année contrastée, et contrairement à ce que je lis un peu trop souvent, dépeindre l'année 2020 en noir pour expliquer que 2021 sera une année uniquement positive me paraît un peu court.

2020 est une année, évidemment, extraordinairement difficile, elle a été une année économique très dure, puisque la crise économique a touché directement l'économie réelle, a touché des dizaines de milliers d'entreprises, des centaines de milliers de salariés. Elle a fait des morts, y compris parmi nos proches, et je pense que vous avez tous autour de vous, des proches qui ont été emportés par le Covid.

Elle a eu un impact sur beaucoup de nos compatriotes, les plus âgés, évidemment, mais aussi, je veux le dire, parce que je vois les conséquences se multiplier sur les étudiants en précarité, sur tous les jeunes qui veulent entrer sur le marché du travail et qui ont du mal à trouver un stage de fin d'études, un emploi ou une formation.

Il y a aussi en 2020 des motifs de fierté collective.

1^{er} motif de fierté : le premier motif de fierté, et c'est un motif de fierté pour tous les Français, c'est que nous avons su protéger notre économie au bon niveau, au bon moment.

Nous l'avons protégée à la demande du président de la République qui, dès le début de la crise, a indiqué que nous ferions le maximum pour les salariés, pour les entreprises, pour les indépendants, pour les commerçants, pour les artisans, « quoi qu'il en coûte ».

Nous l'avons fait avec une méthode qui a été d'associer ici, au ministère de l'Économie et des Finances, tous les acteurs de la vie économique les filières professionnelles, les responsables syndicaux, les responsables patronaux, les chefs d'entreprise, les salariés, les économistes que je continue à consulter sur une base hebdomadaire.

Il y a eu un sursaut collectif qui nous a permis de protéger notre économie et d'être efficace pleinement et totalement dans la réponse économique et financière que nous avons apportée à cette crise qui n'a pas d'équivalent depuis 1929 en France.

La question n'est donc pas, comme je le lis parfois aussi trop souvent, de savoir si nous avons fait plus ou moins que les autres États européens. Je pense que ces comparaisons sont oiseuses. La question est de savoir si nous avons fait ce qu'il fallait au bon moment pour les bonnes personnes en France.

Je considère que nous avons fait ce qu'il fallait au bon moment pour les bonnes personnes en France.

Les chiffres, d'ailleurs, sont très clairs.

Nous avons protégé le pouvoir d'achat des Français alors que nous avons perdu 11 % de croissance, c'est notre dernière évaluation, elle sera peut-être inférieure, en 2020. Je pense que c'est la meilleure preuve pour les ménages français de notre capacité à protéger leur pouvoir d'achat et à protéger notre économie.

Nous avons eu en 2020, 30 % de faillites en moins. Nous avons en 2020, protégé les petites entreprises, protégé des secteurs entiers qui étaient le plus touchés par la crise économique.

Je vais vous donner un exemple très concret qui est celui de l'aéronautique où, d'un bout à l'autre de la chaîne, nous avons apporté des réponses concrètes et efficaces.

D'abord, nous avons sauvé Air France en apportant 7 milliards d'euros de soutien financier avec des contreparties environnementales. Air France sait qu'elle peut compter, quelles que soient les circonstances, sur le soutien constant des pouvoirs publics français.

Sur Airbus, vous avez vu hier les résultats des exportations : 566 appareils qui ont pu être vendus en 2020, c'est évidemment moins qu'en 2019, mais c'est bien moindre que l'effondrement du transport aérien dans le monde. Pourquoi ? Parce qu'Airbus a disposé de garanties export renforcées et parce que l'État français a apporté tous les soutiens financiers nécessaires en termes de rééchelonnement, en termes de soutien financier aux compagnies aériennes étrangères qui maintenaient leurs commandes d'Airbus dans cette période de crise ; sans quoi il n'y aurait pas eu 566 ventes d'appareils Airbus en 2020.

Nous avons aussi protégé les sous-traitants en faisant travailler ensemble grands donneurs d'ordres et sous-traitants à travers le fonds aéronautique. Si bien que sur les plus de 400 000 emplois directs et indirects de la filière aéronautique, nous avons réussi à protéger l'essentiel. Il n'y a pas eu de départs contraints chez Airbus, par exemple.

Je ne dis pas que la situation n'est pas difficile pour cette filière qui est particulièrement touchée par la crise économique. Je dis simplement que c'est le bon exemple de la méthode que nous avons adoptée : faire travailler tout le monde ensemble, apporter des réponses spécifiques à chaque niveau de la chaîne de valeur et vérifier sur une base mensuelle que les aides vont bien aux entreprises qui en ont besoin.

2^{ème} motif de fierté : Le deuxième motif de fierté pour 2020, c'est que nous avons réussi à répondre à la crise économique de manière solidaire au niveau européen.

Qui aurait cru que nous arriverions en 2020, à lever de la dette en commun pour financer le plan de relance européen ? Qui aurait pensé que nous serions capables de dégager, après des jours et des nuits entières de négociations avec mon homologue allemand, Olaf Scholz, un plan de relance européen pour soutenir les États les plus touchés par la crise ?

Il y a eu un moment européen en 2020 qui doit être un motif de fierté, un motif de fierté européen et un motif de fierté nationale parce que ce moment européen doit beaucoup à l'investissement politique personnel du président de la République et de la Chancelière à tous les moments de la crise. Donc, quand vous regardez cette année 2020, je voudrais en retenir le meilleur.

Le meilleur, c'est :

- l'efficacité de l'état financier en France. L'État, contrairement là aussi à ce que je lis trop souvent, ne s'est pas effondré en France ; l'état financier a fait face, l'état financier a été rapide, efficace, attentif et il a protégé notre nation. Je veux en profiter pour rendre hommage à toutes les directions qui, sous mon autorité, ont fait preuve d'une efficacité et d'un dévouement total chaque jour de chaque semaine de chaque mois de 2020 ;
- Nous avons aussi su dépasser les querelles habituelles. Pour une fois, les Français ont appris à travailler ensemble. Les syndicats, les responsables patronaux, les filières professionnelles, les responsables politiques, nous avons su travailler ensemble et je souhaite que cet esprit de concorde qui a été celui du début de la crise, reste notre état d'esprit national tout au long de cette crise économique et sanitaire. Je regrette de voir revenir des polémiques parfois inutiles en ce début d'année.
- Nous avons en troisième lieu mis la protection de la santé de la vie humaine au premier plan, sans sacrifier notre économie. Je pense que c'est un motif de fierté et de dignité pour nous ;
- Nous avons fait émerger une solidarité européenne et au bout du compte dans cette année 2020 nous avons su, nous Européens, faire émerger entre la Chine et les États-Unis un modèle politique, social et économique différent qui doit nous guider pour les décennies à venir. Un modèle respectueux de la vie humaine, protecteur des entreprises et des compétences de ces entreprises, garant de la qualification des salariés, respectueux des droits de la personne et qui, pour autant, gagne en compétitivité, soutient l'innovation et maîtrise les meilleures technologies.

Je pense que cela nous ouvre des perspectives pour 2021.

Alors bien entendu, vous me direz que ces choix politiques nationaux et européens ont un coût.

Effectivement, ces choix ont un impact très fort sur les finances publiques. Mais sur ce sujet, et en reprenant ma casquette de ministre des Finances, je vais vous donner trois convictions simples et fortes.

1. La première c'est que ce choix du « quoi qu'il en coûte » qui est le choix du président de la République depuis le début de la crise était le seul choix responsable dans cette période de crise. Il a évité que la crise économique tourne à la crise sociale et politique.
2. Ma deuxième conviction c'est que le rétablissement des finances publiques ne pourra et ne devra commencer que lorsque la crise sanitaire sera derrière nous. Avant, ce serait une faute, une faute économique et une faute politique parce que cela ruinerait nos perspectives de redressement économique et de relance.
3. Ma troisième conviction c'est que nous devons être prêts maintenant et que notre stratégie doit être définie maintenant. C'est pour cela qu'avec Olivier Dussopt nous avons mis en place cette commission sur les finances publiques présidée par Jean Arthuis dont j'attends qu'elle nous propose une stratégie claire, cohérente, ambitieuse de rétablissement de nos finances publiques.

Voilà les trois convictions que je voulais vous donner sur le sujet. Elles sont très importantes, elles sont essentielles pour rassurer des Français qui sont inquiets du niveau de dette publique et rassurer également les marchés.

L'esprit de responsabilité continuera à présider au destin des finances publiques dans notre pays.

Le rétablissement se fera quand la crise sanitaire sera derrière nous, mais il se fera sur la base d'une stratégie claire que nous sommes en train de définir sur la base des propositions que nous remettrons Jean Arthuis et les membres de la commission sur les finances publiques.

2) Ensuite, comment je vois l'année 2021 ?

Je l'ai déjà dit, le plus dur est devant nous. Les prochaines semaines vont être difficiles et il faudra faire face. Il faudra faire preuve d'un esprit de résistance pour faire face aux épreuves qui nous attendent mais aussi pour comprendre que, d'ici la fin de l'année, j'en suis convaincu, nous pouvons engager la reconquête économique pour la France.

Passées ces premières semaines où le virus continue à circuler, où le vaccin est en cours de distribution, où il y a encore beaucoup d'incertitudes internationales. Nous pouvons avoir dans le deuxième semestre de 2021 un rebond économique très significatif, comparable à celui que nous avons enregistré au troisième trimestre de l'année passée.



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Le premier défi c'est donc de faire face, faire face aux semaines qui viennent où beaucoup de secteurs sont épuisés par la crise, où beaucoup d'entrepreneurs commencent à douter, notamment dans les secteurs de l'hôtellerie, des cafés, de la restauration, de la culture, du sport tout en engageant la relance dans les autres secteurs où l'activité économique a repris.

Parce que c'est bien cela la réalité de la situation économique française aujourd'hui : une situation très contrastée entre des secteurs qui ne peuvent pas redémarrer en raison de la situation sanitaire difficile et d'autres secteurs comme le bâtiment, les travaux publics, l'agroalimentaire, le secteur du luxe qui ont commencé à redémarrer.

Le premier défi est donc de protéger dans les semaines et dans les mois qui viennent tous les secteurs qui continuent à être durement impactés par les conséquences économiques de la crise sanitaire.

Je veux le dire vraiment avec le plus de détermination possible à tous les chefs d'entreprise, tous les salariés qui travaillent dans des restaurants, dans des hôtels, dans des bars, dans des salles de sport, qui travaillent dans l'événementiel, qui sont dans la restauration collective, qui sont chez les traiteurs, qui travaillent chez des débitants de boissons, les viticulteurs, tous ceux qui travaillent dans l'événementiel et qui ne voient aujourd'hui aucun contrat venir pour les mois de 2021 parce que la crise sanitaire bloque toute perspective de fêtes, de réceptions ou d'événements, nous serons à vos côtés.

Je répondrais personnellement à toute demande, à toute attente, à tout besoin de soutien supplémentaire. Nous ne laisserons tomber personne. Chaque PME, chaque TPE, chaque indépendant, mais aussi les grands groupes, les entreprises de taille intermédiaire de ces secteurs doivent savoir que nous serons à leurs côtés dans les semaines et dans les mois qui viennent et que nous maintiendrons les dispositifs de soutien aussi longtemps que cela sera nécessaire, c'est-à-dire aussi longtemps que la crise sanitaire durera.

Si il faut les poursuivre un peu au-delà, même lorsque la crise sanitaire sera derrière nous, qu'il n'y aura plus de mesures de sécurité sanitaire mais que l'impact continuera à se faire sentir sur ces secteurs, moi je n'aurai aucune hésitation à prolonger un peu plus longtemps des dispositifs qui permettent à ces secteurs de repartir dans les meilleures conditions parce que ces secteurs sont une partie vitale de notre économie et une partie essentielle de notre culture.

Ce n'est pas qu'une question économique qui est en jeu, c'est aussi une question culturelle. Quand nous parlons de nos restaurants, de nos hôtels, de tous les acteurs du sport ou de la culture, c'est bien la nation française qui est en jeu autant que son économie.

Pour être tout à fait explicite, nous maintiendrons donc l'activité partielle à 100% aussi longtemps que cela sera nécessaire pour les entreprises fermées. Elisabeth Borne a déjà donné une indication sur le mois de mars, mais nous sommes prêts, avec Elisabeth Borne, à donner le maximum de visibilité aux entreprises pour les mois qui viennent sur le maintien d'activité partielle à 100%.

Nous allons dans les heures qui viennent renforcer le fonds de solidarité pour tenir compte de la situation des entreprises de plus grandes tailles en difficulté. Vous savez tous qu'il y a des restaurateurs dans les grandes métropoles qui ont plusieurs restaurants et le plafond de 200 000 euros qui est en fait un plafond à 800 000 sur quatre mois ne leur suffit pas.

Nous sommes prêts à aller plus loin sur ce plafond pour tenir compte des charges fixes de groupes hôteliers ou de groupes de restauration pour lesquels le plafond à 200 000 euros est insuffisant, ce qui nous permettra de mieux prendre en compte les charges fixes de ces groupes hôteliers ou de restauration, notamment les charges liées au loyer.

Nous travaillons également avec Alain Griset à un ajustement du fonds de solidarité pour tenir compte de la situation particulière de certaines professions. Nous n'allons pas modifier uniquement les critères et le plafond, je souhaite que nous modifions également le champ d'application pour la partie la plus protectrice du fonds de solidarités.

Prenez les viticulteurs, prenez les commerces de gros de boisson ou les commerces de gros alimentaire qui n'ont plus les débouchés dans la restauration ou dans l'hôtellerie, prenez les résidences de tourisme qui ont des charges fixes très élevées aujourd'hui et qui représentent des dizaines de milliers d'emplois dans notre pays. Ils ont besoin de plus de soutiens et d'avoir un fonds de solidarités qui leur soit mieux adapté. Je suis prêt aux évolutions nécessaires.

Nous allons également travailler avec Elisabeth Borne, un meilleur accompagnement des salariés parce qu'il est temps d'engager aussi la reconversion de certains qui voudraient travailler dans d'autres métiers dans les semaines ou dans les mois à venir.

Enfin, toujours sur ce volet de protection qui doit être maximale dans les temps difficiles que nous traversons, je vais travailler dès aujourd'hui avec la Fédération bancaire française sur les prêts garantis par l'État.

Je veux une nouvelle fois remercier la Fédération bancaire française et les banques françaises pour leur sens des responsabilités durant cette crise, pour la manière efficace dont ils ont accompagné les entreprises et dont ils ont répondu au besoin de solidarité essentiel pour que nous puissions sortir collectivement de cette crise économique.

Les prêts garantis par l'État, comme vous le savez, peuvent être étendus sur cinq années, plus la première année, cela fait six ans au total.

La vraie difficulté de beaucoup d'entrepreneurs, notamment dans les secteurs que j'ai cités, c'est qu'ils voient arriver l'échéance du 1^{er} mars 2021 avec angoisse, tout simplement parce qu'ils s'étaient dit « *Nous allons nous refaire à la saison d'hiver, nous allons ouvrir notre restaurant, nous allons ouvrir nos hôtels et nous allons pouvoir commencer à avoir la trésorerie suffisante pour commencer à rembourser nos prêts garantis par l'État* ». À partir du moment où ces activités sont restées fermées, le remboursement au 1^{er} mars 2021 devient très compliqué.



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Je souhaiterais que pour toutes les entreprises en difficulté, je dis bien toutes sans exception, la possibilité de différer d'un an supplémentaire le remboursement de son prêt garanti par l'État devienne un droit et que toute entreprise qui est en difficulté, qui souhaite décaler le remboursement de son prêt garanti par l'État du 1^{er} mars 2021 au 1^{er} mars 2022 puissent le faire.

Je ne veux pas rajouter de l'inquiétude sur le prêt garanti par l'État à l'angoisse de la situation économique actuelle. Nous allons donc aujourd'hui engager des discussions avec la Fédération bancaire française sur les prêts garantis par l'État. Je veux une nouvelle fois remercier cette fédération pour la qualité des relations que nous avons entretenues depuis le début de la crise.

Dans le même temps, et c'est tout le défi de cette année 2021, nous devons et nous allons accélérer la relance économique sur la base du plan de relance de 100 milliards d'euros parce que c'est maintenant que se joue l'avenir de la France pour les vingt-cinq prochaines années et que des décisions que nous prenons maintenant, des investissements que nous faisons maintenant, dépend la puissance économique de la France pour les vingt-cinq prochaines années. Après, il sera trop tard et nous ne rattraperons pas notre retard par rapport aux autres grandes nations développées.

Je veux d'abord indiquer que la relance fonctionne :

- Le plan jeunes, c'est 485 000 contrats d'apprentissage en 2020, soit davantage qu'en 2019.
- La digitalisation des PME industrielles sur lesquelles tout le monde sait que nous avons un retard, nous avons prévu 280 millions d'euros. Nous sommes déjà à près de 700 millions d'euros de demandes et nous allons ajuster les dispositifs pour répondre à ces besoins financiers pour la digitalisation des PME industrielles. Je le rappelle 280 millions d'euros qui avaient été prévus et une telle demande de la part des PME industrielles que nous allons être obligés de pousser ces fonds à 700 millions d'euros.
- MaPrimeRénov' c'est 190 000 demandes en 2020, dont 100 000 dans les quatre derniers mois de l'année 2020, en raison du Plan de relance.
- Enfin, les aides à la relocalisation des entreprises industrielles. Nous avons déjà sélectionné plus de 800 projets industriels pour 3,4 milliards d'euros d'investissement grâce au fonds de la relance.

Je veux dire à tous les Français croyez en vous, croyez dans les forces de votre économie. Nous avons un tissu économique, industriel de services qui est tout à fait exceptionnel. Dès lors que nous mettons les moyens financiers nécessaires pour le protéger et pour le relancer, nous pouvons et nous allons sortir plus fort de cette crise. En tout cas, c'est ma détermination.

Quels sont les enjeux ?

1^{er} enjeu : avoir un chiffre de croissance le plus élevé possible en 2021.

Nous avons prévu une croissance de 6 % pour 2021, soit le chiffre le plus élevé depuis les cinquante dernières années. Ce chiffre reste un défi. Je veux que nous soyons lucides là-dessus, lucide sur les incertitudes économiques qui nous entourent et dont dépendra directement ce chiffre de 6 % de croissance.

Parmi les incertitudes et les éléments essentiels qui déterminent ce chiffre de croissance, je veux citer la rapidité de la vaccination. C'est la rapidité de la vaccination qui nous protégera aussi économiquement. Le risque de voir apparaître un nouveau virus, risque que personne ne maîtrise, mais dont nous devons tenir compte et enfin, le risque de ralentissement économique lié au confinement chez nos principaux partenaires européens, Allemagne en tête, tous ces éléments doivent être pris en compte dans les évaluations économiques des prochains mois.

2^{ème} enjeu : c'est que la France et le continent européen dans son ensemble sortent plus forte de la crise économique

Quand vous regardez la situation économique de la France et les atouts français qui en font, je le rappelle, la première terre pour les investissements étrangers et une terre particulièrement attractive.

L'une des faiblesses que nous avons depuis maintenant plusieurs décennies, c'est que nous dégageons des excédents commerciaux uniquement sur trois grandes filières : l'aéronautique, le luxe et l'agroalimentaire, c'est-à-dire principalement la viticulture. Quand deux de ces filières sont touchées par la crise, l'aéronautique avec l'effondrement du transport aérien, la viticulture en raison notamment des taxes américaines, c'est toute l'économie française qui est fragilisée. Il y a donc une urgence absolue à créer de nouvelles chaînes de valeur.

La crise nous donne une opportunité historique unique pour enfin créer ces nouvelles chaînes de valeur que nous n'avons pas su créer depuis 30 ans en France.

Nous allons le faire dans la santé, dans l'intelligence artificielle, dans l'hydrogène, dans les énergies renouvelables, dans le calcul quantique, dans l'espace. Nous ferons aujourd'hui un déplacement sur le sujet spatial avec le président de la République. Avec le Premier ministre, nous avons fait le point dans un conseil de l'innovation il y a quelques jours, sur les investissements en cours, sur ces nouvelles chaînes de valeur et sur l'accélération de la mise en place de ces chaînes de valeur pour que nous regardions quand nous pourrions décaisser rapidement l'argent et qu'il aille vers des contrats concrets dans des PME, dans des entreprises de taille intermédiaire ou dans des start-ups dans les meilleurs délais possibles.



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Nous allons enfin créer des nouvelles chaînes de valeur dont dépend le redressement économique français. Je veux dire également sur ce sujet, sur l'opportunité que représente cette crise que nous ne sommes pas dans le plan calcul ou dans les années 60.

Ce n'est pas le ministre de l'Économie et des Finances qui est tout seul dans son bureau, entouré de ses conseillers et dit « Tiens, on va créer trois nouvelles filières industrielles. » Cela vient des entreprises elles-mêmes. Cela vient du monde de la recherche. Cela vient des startups, cela vient des marchés qui sont aujourd'hui en expansion. Notre stratégie vient donc d'abord de la base à laquelle nous apportons les moyens financiers nécessaires en fonction des compétences dont nous disposons, du tissu industriel qui est le nôtre et du dynamisme du marché.

Je veux bien rappeler cette méthode pour que vous ne croyez pas que nous sommes dans un gigantesque *flash back* dans les années 60, nous sommes plutôt dans une perspective ambitieuse de XXI^e siècle que dans le retour aux années 60.

S'agissant de l'Europe, je vois que l'Europe a réussi en moins de deux ans à créer davantage de filières industrielles qu'en 30 ans. Depuis Airbus, nous n'avons pas vu émerger une nouvelle filière industrielle européenne. A la faveur de cette crise, sur la base de la relation franco-allemande, aidée par les projets d'intérêt communs européens qui sont une magnifique réussite européenne, nous avons su créer de nouvelles filières industrielles sur les batteries électriques, sur l'hydrogène, sur les microprocesseurs, sur le cloud souverain avec GAIA-X et sur l'intelligence artificielle. Nous y travaillons quotidiennement avec mon homologue allemand, Peter Altmaier.

Tout cela valide les grandes orientations que nous avons prises depuis le début du quinquennat avec le président de la République que nous allons poursuivre et qui doivent progresser au niveau international.

Je termine par ce point-là parce que je crois très important d'inscrire cette année de redressement économique et de reconquête économique nationale non seulement dans une perspective européenne, mais aussi dans une perspective internationale plus vaste. Cela fait près de trois ans que je vous parle d'un nouveau capitalisme et que nous parlons, avec le président de la République, de la nécessité de refonder le capitalisme.

Un capitalisme d'abord plus respectueux de l'environnement. Ce serait une faute politique majeure que de relancer notre croissance au XXI^e siècle sur la base de la croissance du XIX^e siècle. Ce serait une erreur majeure de faire payer à la planète, à l'environnement, à la biodiversité le prix de notre redressement économique. Notre redressement économique doit se faire dans le respect de la planète. Il doit se faire dans le respect de l'environnement et je considère que l'innovation en matière environnementale est ce qui va porter la croissance en Europe dans les années qui viennent.



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Nous devons le faire sur la base d'un capitalisme capable de lutter contre les inégalités que je dénonce depuis maintenant plus de trois ans.

Enfin, nous devons le faire avec des conditions de concurrence équitables entre les nations.

Qu'est-ce que cela veut dire très concrètement ?

- D'abord sur l'environnement. Cela veut dire poursuivre les travaux que nous avons engagés sur la finance verte.

Cela veut dire mettre en œuvre les orientations du *One Planet Summit*, qui a eu lieu hier sous la présidence du président de la République et en présence de nombreux représentants européens.

Cela veut dire mettre en place rapidement ces nouvelles filières industrielles, comme la filière hydrogène, qui doit nous permettre d'être indépendant en matière de production hydrogène.

Cela veut dire, et ce sera un des grands enjeux de la présidence française de l'Union européenne, mettre en place un mécanisme d'ajustement carbone aux frontières pour que nous ré-importions de l'étranger les émissions de carbone que nous avons réduites à l'intérieur de nos frontières. Nous ne gagnerons le combat climatique que si nous gagnons le combat technologique. C'est sans doute ce qui nous sépare de d'autres visions environnementalistes fondées sur la décroissance.

Je considère que c'est en accélérant l'innovation et le financement des nouvelles technologies que nous gagnerons le combat climatique. **Je le redis, nous ne gagnerons le combat climatique que si nous gagnons le combat technologique.**

- S'agissant des conditions de concurrence équitables dont je vous ai parlé également. Cela suppose évidemment, c'est une de mes priorités majeures depuis que je suis ministre des Finances, la mise en place d'une nouvelle fiscalité internationale.

Chacun voit bien qu'à la faveur de cette crise, les grands gagnants sont les géants du digital. C'est eux qui ont fait les plus grands profits pendant cette période de crise. Cela rend encore plus urgent, plus nécessaire, plus juste la mise en place d'une taxation digitale à l'échelle de l'OCDE, dans les mois qui viennent.

Nous nous donnons jusqu'à l'été 2021 pour convaincre nos nouveaux partenaires américains, l'administration Biden, de souscrire à cette taxation du numérique et aux modalités définies dans le cadre de l'OCDE. Faute de quoi, il faudra que nous revenions à une solution européenne. Je le redis, nous sommes favorables à une solution à l'OCDE dans les meilleurs délais.

La concurrence équitable, cela veut dire aussi rester vigilant sur la mise en œuvre de l'accord trouvé sur le Brexit, notamment en matière de protection de nos entreprises et d'aides d'État. Il n'est pas question que des pays extérieurs à l'Union européenne, puissent avoir accès au marché unique tout en accordant des aides d'État que nous ne pourrions pas accorder à nos propres entreprises.

- Enfin, sur la lutte contre les inégalités, c'est évidemment un des enjeux absolument stratégiques de ce nouveau capitalisme que nous appelons de nos vœux depuis maintenant plusieurs années.

Chacun voit bien que c'est une des menaces principales sur les équilibres politiques de la planète et chacun voit bien aussi que la crise menace ces équilibres.

Je rappelle que pour la première fois depuis trente ans, l'écart de richesse entre les nations augmente à nouveau. Cet écart de richesse qui se réduisait depuis les 30 dernières années, augmente à nouveau. La crise a cassé ce mouvement. Cela justifie la décision qui a été prise par Emmanuel Macron de maintenir la part de l'APD dans notre richesse nationale et même de l'augmenter à 0,55 % du PNB.

Plus que jamais, l'aide publique au développement est nécessaire pour lutter contre le creusement des inégalités. Cela rend également absolument stratégique les initiatives que nous avons lancées et qui ont été un succès sur la réduction de la dette des pays pauvres. Nous avons réussi à y engager la Chine, ce qui est un résultat très positif. Nous avons défini un cadre commun sur la réduction de la dette des pays pauvres. C'est la première fois et c'est aussi une vraie avancée.

Nous organiserons en mai prochain une grande initiative sur la réduction de la dette des pays pauvres au ministère de l'Économie et des Finances, avec le président de la République, qui a manifesté son engagement total sur ce sujet depuis plusieurs mois.

Enfin, au niveau national, la lutte contre les inégalités suppose aussi que nous continuions d'avancer sur l'égalité entre les femmes et les hommes dans l'économie. J'en ai fait un combat depuis plusieurs mois. Je considère que la France peut et doit faire mieux sur l'égalité entre les femmes et les hommes, que ce soit au niveau salarial, au niveau des postes de direction.

L'index qui avait été mis en place par madame Pénicaud est efficace et utile, mais nous devons aller plus loin pour garantir l'accès égal des femmes et des hommes aux postes de direction dans les entreprises et de ce point de vue-là, je peux vous dire que je soutiens totalement les travaux engagés par les parlementaires sur ce sujet qui est vital pour la société française.

Voilà les quelques éléments que je voulais vous donner pour cette année 2020 qui vient de s'écouler et les perspectives pour l'année 2021. En résumé, je place cette année sous le signe du volontarisme le plus total. Nous avons tout pour nous relever, tout pour réussir en France et vous pouvez compter sur mon engagement pour favoriser la reconquête économique dans notre pays en 2021.

Merci à tous.